

Les subsides

national brut, dont nous ignorons aussi le montant, bien entendu.

Comme je l'ai déjà mentionné, les membres du comité ont entendu de nombreux témoins; mais malgré la sincérité avec laquelle ils nous ont fait part de leurs inquiétudes, il m'a semblé que certains préconisaient une façon dangereuse de rechercher la paix, soit le désarmement inconditionnel et unilatéral.

Les Canadiens connaissent la position du gouvernement actuel en matière de désarmement. Je suis content de voir que le ministre de la Défense nationale (M. Lamontagne) est parmi nous, parce qu'à mon avis nos forces armées, notre instrument de défense nationale et de contribution à la paix dans le monde, ont été dépouillées au maximum sous le régime actuel. Sous ce gouvernement, notre puissance militaire a été réduite à zéro et négligée pendant plus d'une décennie.

En tant que membre de deux organisations militaires internationales, le NORAD et l'OTAN, le Canada est censé aider nos alliés à défendre le monde libre. Chacun sait, et cela fait honte à de nombreux Canadiens, surtout les hommes et les femmes qui portent l'uniforme des forces armées, que notre contribution est purement symbolique.

Bien que nos militaires possèdent des compétences professionnelles des plus importantes et que les services qu'ils fournissent soient fort utiles, la contribution insignifiante de notre pays à ces alliances, que ce soit en hommes, en équipement et en fonds, est de très loin inférieure aux niveaux qu'elle devrait atteindre. Des 15 nations membres de l'OTAN, seul un petit pays comme le Luxembourg accorde à la défense un pourcentage par habitant de son PNB inférieur à celui du Canada. De plus, il n'y a pas lieu de se vanter de ce que nous obtenons en contrepartie de ces ridicules dépenses d'armement. Bien que nous possédions les soldats les mieux qualifiés, le matériel et les fonds que nous leur donnons sont sans commune mesure avec leurs compétences.

Prenons le cas de notre flotte, si l'on peut toutefois la qualifier ainsi. Notre flotte compte actuellement 20 navires qui, dans la meilleure des hypothèses, ne datent certainement pas de 1982. Bien que nous ayons lancé un nouveau programme pour la construction de six nouvelles frégates de patrouille, celles-ci n'en sont encore qu'à l'étape de la conception. Pourtant, le programme connaît des difficultés et coûte de plus en plus cher, comme d'habitude. Lorsque je suis devenu membre du comité de la défense nationale, j'ai entendu parler du grand programme des frégates. Il y a six ans de cela, il devait en coûter, je crois, \$1,000,400,000 pour construire les six frégates. Aujourd'hui, on estime qu'il faut compter quatre milliards de dollars, et Dieu seul sait à combien ce chiffre se montera lorsque la première frégate naviguera sur l'eau et sera livrée au ministre ou à celui qui le remplacera. A ce moment-là, ce chiffre sera encore plus élevé.

• (1750)

Mlle Jewett: Oui, celui ou celle.

M. Darling: Bien entendu, celui ou celle. Je sais bien que le jour viendra peut-être où nous aurons une femme comme ministre de la Défense nationale, et elle sera peut-être du calibre du premier ministre britannique actuel.

Mlle Jewett: Vous n'y pensez pas.

M. Darling: Elle aurait certainement du poids.

Des voix: Ursula.

M. Darling: Si le gouvernement avait compris l'utilité de nos forces armées et avait fourni des fonds suffisants pour financer un programme sensé permettant de remplacer notre équipement petit à petit, nous n'aurions pas besoin de dépenser autant d'argent pour essayer de retrouver notre position antérieure.

Notre pays a des côtes qui sont parmi les plus longues du monde. Je crois qu'elles mesurent 37,000 milles de long. Il est donc extrêmement important que nous ayons une bonne marine, moderne et puissante. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Canada se classait au troisième rang dans le monde pour sa marine. En regardant avec inquiétude la crise des îles Falkland, les gens ont peut-être ri en apprenant que l'Argentine ne dispose que d'un porte-avions. C'est tout de même un de plus que nous.

Notre aviation et notre armée sont dans le même chaos. Nous rééquipons lentement ces deux corps de nos forces armées. Il est connu qu'on a fait trop peu trop tard, et maintenant à un coût trop élevé. Bien que nos forces armées soient déjà très peu importantes aujourd'hui, il y a des gens qui préconisent de les réduire encore davantage. Certains recommandent que le Canada laisse aux États-Unis le soin d'assumer l'entière responsabilité de notre sécurité. Ce qu'ils ignorent peut-être, c'est que notre grand voisin du Sud consacre déjà une partie importante de son budget de défense pour du matériel qui pourrait nous défendre aussi. Si je ne m'abuse, le budget de la défense du Canada, qui a augmenté cette année, se situe aux environs de 7 milliards de dollars, ce qui est plus qu'il y a quelques temps. Cependant, si l'on établit une comparaison avec le budget de défense de 200 milliards de dollars des États-Unis, on doit remarquer que leur budget est dix fois supérieur au nôtre. Si les États-Unis consacrent 200 milliards de dollars à l'armement, nous devrions y consacrer 20 milliards de dollars. N'est-ce pas exact, monsieur le ministre? Le ministre de la Défense nationale fait signe que non. Je ne veux pas dire que nous avons les moyens financiers de dépenser une telle somme, mais cela vaut la peine de comparer notre budget de défense à celui de notre voisin.

Les États-Unis assument la plupart des frais de NORAD, notre système de défense continental, et ce sont eux qui dépendent le plus dans le cadre de l'OTAN. Pouvons-nous être fiers à titre de nation? Avons-nous même le droit de nous qualifier de nation si nous comptons sur un autre pays pour défendre notre existence? Si nous n'avons pas la volonté et le courage de nous occuper nous-mêmes d'une plus grande partie de nos besoins de défense, devons-nous nous humilier davantage en refusant d'aider notre défenseur à satisfaire à nos besoins communs?

Les États-Unis demandent l'autorisation de faire l'essai de certains engins militaires en territoire canadien. L'un de ces engins est le missile Cruise. La motion à l'étude, qui appuie les recommandations contenues dans le rapport minoritaire, demande notamment qu'on interdise l'essai des missiles Cruise au Canada. Les États-Unis ont déclaré qu'ils voudraient faire l'essai d'un missile à partir de la base des Forces canadiennes de Cold Lake, dans le nord de l'Alberta, parce que le terrain et le climat de cette région se rapprochent des conditions du front russe où le missile pourrait être utilisé. Dès que les médias ont publié la nouvelle de cette demande, toutes sortes de gens ont protesté énergiquement et exhorté le gouvernement canadien à